

SOG = SSO = SSU

Objekttyp: **AssociationNews**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 3

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Une lueur d'espoir dans une nuit d'encre

Br Denis Froidevaux, Président SSO

Lors de la session de printemps 2013, le Conseil national a admis la motion Fehr avec 99 voix pour et 66 voix contre, rappelant au Conseil fédéral le cadre de planification décidé par le parlement en septembre 2011, soit 5 milliard et 100'000 hommes. Autre parlement, même position !

Comble de l'ironie, lors des débats le CDDPS a dû combattre cette motion, respectant en cela un principe clef de notre démocratie, le principe de collégialité. Respect à vous M. le Conseiller fédéral.

Cela étant il ne fait aucun doute que le Gouvernement ne tiendra pas compte de ce nouveau signal du parlement et maintiendra le cap avec son cadre de planification à 4,7 milliards.

On parle donc d'un delta de 300 millions soit quelque 0,40/00 sur un budget global de la confédération pour 2015 d'environ 70 milliards. On croit rêver lorsque l'on entend que 300 millions de plus pour la sécurité nationale c'est moins de santé, moins de mobilité, moins d'éducation, alors que l'on sait que la part du budget de l'armée a passé de 19% du budget global de la confédération en 1990 à 7% en 2010. Il est de plus en plus clair, à mes yeux, que le principal adversaire d'un équilibre entre prestations et ressources se trouve à l'intérieur même de l'administration fédérale.

Et pourtant ces 300 millions sont essentiels pour que l'armée puisse fonctionner au seuil limite inférieur.

Toutefois ne nous leurrions pas, même avec 5 milliards l'armée ne pourra pas combler les lacunes actuelles. On exportera donc une partie des problèmes actuels vers le nouveau modèle, ce qui dans tous projets de réorganisation représente un très haut degré de risques pour l'avenir. Il est aujourd'hui déjà clair que l'on courra le risque de voir les ressources ne pas suffire à équilibrer les besoins des différentes composantes de l'armée. Il faudra donc faire des choix difficiles.

Cela étant depuis des années la SSO se bat, avec d'autres, pour faire comprendre la nécessité d'un équilibre entre ressources et prestations.

Elle continuera à le faire sur la base de sa ligne rouge nominale 100'000 hommes et 5 milliards.

Sachons goûter à ce moment de répit dans ce long chemin de croix vers le maintien d'une politique de sécurité crédible et une armée digne de ce nom. Ne nous voilons pas la face, le plus dur est à venir... convaincre.

D. F.



ERRATA

Une erreur s'est glissée dans le No. 2/2013. A la page 12, nos lecteurs auront corrigé d'eux-mêmes, le col EMG Duvillard est bien Délégué au Réseau national de sécurité (RNS) et non vice-président de la Société suisse des officiers (SSO). Réd.



Le futur budget de l'armée

Br Denis Froidevaux, Président SSO

Quelles seront les ressources mises à disposition de notre sécurité nationale - à savoir le futur budget de l'armée- à partir de 2016 ?¹

Bien qu'il s'agisse d'un sport national de jouer avec le budget de l'armée le sujet ne prête plus à sourire. Il y a parfois des éclairs d'espoir à l'instar de l'acceptation en date du 21 mars 2013 par le Conseil national (CN) de la motion Fehr, motion qui rappelle au Conseil fédéral (CF) que le cadre voulu par le parlement est fixé à 5 milliards de francs et 100'000 hommes. Que fera le Conseil fédéral avec cette motion... certainement rien. Affaire à suivre, d'ici le mois de mai 2013, puisque le CF mettra en consultation son message sur le développement de l'armée (DEVA) et ceci très probablement dans sa variante à 4,7 milliards de francs...

Les discussions sur le développement de l'armée ont pris ces derniers mois une tournure tragi-comique, en particulier sur le plan financier. Regardez les allés et venus du plafond des dépenses et ses effets sur le profil de prestations - on se croirait au Monopoly, sauf que l'on parle de la sécurité de l'Etat !

Que peut-on conclure :

- Que l'on joue avec notre seule réserve stratégique, qu'une partie du Conseil fédéral ne soutient plus son armée de milice, bref que le système a perdu de vue la valeur de la sécurité, j'insiste de la sécurité... car l'armée n'étant qu'un moyen et pas une fin.
- Une partie de nos élites politiques n'a plus de vision sur notre destin sécuritaire et souhaite se comporter en passager clandestin de l'effort de sécurité du continent européen en se déclarant être prêts à remettre les clefs de notre sécurité, comme par exemple de notre souveraineté aérienne à d'autres.

A ce titre, le vote du Conseil des Etats sur le dossier *Gripen*, ou encore la surréaliste non décision du Conseil national sur le même sujet sont emblématiques: on joue avec l'armée, on joue avec la sécurité du pays. De mon point de vue c'est irresponsable, incohérent et inadmissible.

D'aucun veulent une armée M-budget, une espèce d'armée du désert des Tartares, mais oublient que l'Europe est devenue une sorte de méduse stratégique portée par les courants venus d'ailleurs; et que s'en remettre à d'autres pour notre sécurité est une forme de lâcheté inadmissible pour un peuple qui se veut neutre, libre et indépendant. Certes il est parfaitement exact que l'on ne peut plus tout

faire seul, que la coopération doit être développée, que tous les Etats Européens revisitent leur budget, mais de là à brader des pans entiers de notre souveraineté, il y a un pas à ne pas franchir.

Dans le fond, nous sommes face à trois types d'adversaires d'une politique de sécurité responsable et crédible et d'une armée digne de ce nom :

- Les adversaires de toute forme de politique de sécurité, pour qui un franc dépensé pour l'armée est un franc de trop. Ne perdons pas de temps avec eux, il est impossible de les rallier au plus petit dénominateur commun. Ils représentent environ 30% du poids politique dans ce pays. Il faut faire avec ou plutôt sans... et les combattre démocratiquement sans relâche, c'est aussi la responsabilité de nous tous citoyens responsables. Ce sont ceux là même qui ont conduits le pays à connaître une taux de délits par 1'000 habitants plus élevé que la France par exemple par des choix politiques d'une rare naïveté.
- Puis il y a les sceptiques, qui remettent en cause l'analyse des risques, dangers et menaces (la clause du besoin) ou alors qui remettent en cause le fait que la réponse doit être apportée par une armée de milice moderne, crédible et orientée sur les menaces et les risques de demain. C'est ceux-là même qui affirment qu'il faut la réduire à un effectif *ristretto*, ou qu'il faut la professionnaliser, ce sont ceux là même qui se qualifient de modernistes... Une autre variante chez ces gens là, c'est l'adhésion à l'OTAN, l'abandon de la souveraineté nationale pour s'en remettre à la bonne volonté des autres...
- Enfin il y a les « ayatollahs des finances, » qui prétendent que la part des dépenses liées à l'armée peut encore être réduite et qu'il suffira le moment venu, au cas où... d'appliquer le principe de montée en puissance. Autrement formulé... on peut encore sacrifier du pouvoir faire et du savoir faire de notre seule réserve stratégique, au profit d'autres postes de dépenses. Ils mélangent le court et le long terme, la sécurité avec d'autres prestations de l'Etat, non prioritaire. Ils se comportent en comptable du court terme.

Dans le fond, nous sommes face à une réalité crue: tout ceci représente beaucoup de monde... et je vous invite ce jour à réfléchir aux conséquences de cette réalité. Veut-on ou peut-on encore dans ce pays disposer d'une politique de sécurité crédible et d'une armée adaptée à nos besoins? Peut-être faudra-t-il un jour poser la question au souverain.

¹ Ce discours a été prononcé le 13 avril 2013 lors de l'Assemblée générale de la SVO à Burier. Le texte a été adapté pour sa publication (Ndlr).



Ainsi, conséquence directe de ce manque de réflexion à moyen et long terme, le Gouvernement - dont c'est pourtant la mission- n'est plus en mesure de procéder à des arbitrages, n'arrive plus à fixer des priorités, feignant d'oublier que la sécurité est le socle de toute forme de justice sociale et de développement d'un Etat moderne. Il oppose les prestations les unes contre les autres... s'évitant en cela de mettre les mains dans le cambouis des finances fédérales.

Alors comment faire admettre que la Suisse n'est -hélas- pas à l'abri des affres de l'histoire pour l'éternité; que la Suisse n'est pas sous un plafond de verre? Comment faire passer le message que le monde change, les menaces changent, la Suisse change, mais un besoin de base subsiste: celui d'assurer à notre pays la protection et la préservation de ses intérêts stratégiques et que cela porte un nom: la politique de sécurité...

Et que la sécurité a un coût. Comment donner du sens et de la conscience à la valeur que représente la sécurité? Comment faire admettre que nous avons besoin d'une armée d'emploi et comment ne pas considérer l'armée comme un simple variable d'ajustement budgétaire?

A ce sujet saviez-vous que le budget de l'armée n'a jamais été aussi bas...et celui de la confédération aussi haut... Est-ce à dire que jamais la Suisse n'a connu globalement un niveau de sécurité aussi élevé? Je vous laisse le soin de répondre de votre point de vue à cette question.

La sécurité se conçoit comme une chaîne dont la solidité se mesure à son maillon le plus faible. C'est d'autant plus vrai dans un pays fédéraliste, où par exemple la densité policière est la plus faible en Europe, dans un pays qui connaît une extraordinaire dégradation de son niveau de sécurité, où la seule réserve stratégique est l'armée, un pays où le système de sécurité repose sur deux piliers, les cantons et l'armée.

Aucun Etat, pas même la Suisse, ne peut se payer le luxe de voir son armée être le maillon faible. Ne dit-on pas «*quant je m'analyse je me fais peur et quant je me compare je me rassure...*» - cela ne marche même davantage, en terme de part du PIB consacré à la défense nationale.

Un budget de 4,7 milliards tel qu'il est prévu par le Conseil fédéral à partir de 2016 - soit environ 0,73% du PIB (635,65 milliards de PIB en 2011)- ferait de la Suisse le pays européen avec la part budgétaire affectée à l'armée la plus faible, la moyenne européenne se situant autour des 1,5 à 1,8%.

La part du budget de l'armée a donc passé de 20% du budget global de la confédération en 1990 à 7% en 2010. Et cette part sera toujours de 7% dans le cas de l'option à 4,7 milliards, sur 70 milliards de budget total.



Une question me semble nécessaire d'être posée: que représenteront donc ce delta de 300 millions entre 4,7 milliards voulus par le Conseil fédéral et 5 milliards voulus par le Parlement? Cela représente 0,4% du budget global de la Confédération!

On doit donc se rendre à l'évidence, pour 0,4% du budget de la confédération, on court le risque de voir l'armée ne plus être en mesure d'assumer le minimum. Vous me direz: pourquoi ces 300 millions sont-ils si importants pour l'armée? 300 millions sur 4,7 milliards n'est ce pas là aussi une part infime? L'explication est simple: il faudrait 5 à 6 milliards pour combler les lacunes actuelles, causées par le sous-financement chronique d'Armée XXI. Cela semble peu raisonnable par les temps qui courent. Aussi avec ces 300 millions on ne comblera que très partiellement les lacunes existantes, mais ce montant est essentiel pour maintenir quelques éléments clés: décentralisation, disponibilité opérationnelle, état de préparation du matériel, mobilité, etc.

Depuis plus de vingt ans, on fait pratiquer à l'armée des exercices d'apnée financière qui vont la conduire à l'asphyxie. Appliquer le cadre financier à 4,4 mia plus 300 millions pour le TTE reviendrait à amputer terriblement l'outil militaire. Ou autrement formulé, l'armée devrait se cannibaliser pour survivre, renoncer à des prestations, venir plus tard, avec moins de moyens, moins longtemps, devrait réduire drastiquement sa présence dans le pays comme par exemple supprimer 12 places d'armes et 2 aérodromes militaires, sans parler des centaines de places de travail. Des systèmes entiers devront être abandonnés: on parle d'une réduction de l'ordre de 60% du parc matériel et des systèmes. Et que dire des effets sur les prochains programmes d'armements pour les forces terrestres par exemple, lesquels seront quasiment inexistantes? Les cantons subiront de plein fouet ces réductions et devront augmenter leur niveau de capacité opérationnelle, car à problème constant, voire en augmentation, il faudra bien que quelqu'un fournisse la prestation.



Un exemple : sur 31 risques et dangers identifiés dans le canton de Vaud, pas moins de 22 nécessiteraient l'aide de l'armée sous une forme ou une autre ! Alors vouloir faire croire que les cantons pourraient se passer du principe de subsidiarité, pourraient se passer de la capacité de la seule réserve stratégique du pays, est un mensonge pour qui a le souci de la solidité de la chaîne sécuritaire. Ce ne serait qu'un report de charge sur les cantons.

Derrière cette volonté de certains de ne pas comprendre les enjeux et les réalités, se cache un raisonnement d'une grande naïveté, ou autrement formulé de grande lâcheté, faute de courage face à l'opinion publique.

Plus d'éducation, plus de santé, plus de mobilité et moins d'armée... comme s'il suffisait de supprimer les armées pour supprimer les conflits... supprimer la police pour supprimer les délits, supprimer les médecins pour enrayer les maladies ou casser son thermomètre pour ne plus avoir de fièvre.

Restons sérieux. Ce n'est pas en tuant le budget de l'armée que l'on solutionnera l'extraordinaire explosion du budget fédéral, qui est passé de 31 milliards en 1990 à 62 milliards en 2012, puis quelque 70 milliard en 2015. La construction d'une politique de sécurité ne tient pas de la voyance ou de l'astrologie et s'inscrit dans une dimension temporelle qui dépasse la législature ou l'exercice budgétaire.

Nul ne peut donner une image définitive de ce que sera la situation géopolitique et sécuritaire dans dix ans... Personne ! Alors vouloir mettre l'armée à la diète jusqu'à l'anorexie sous prétexte que le moment venu on avisera est un jeu dangereux, auquel la SSO ne participera pas. Il n'est pas question pour nous de laisser notre outil militaire partir en faillite, avec à la clef une certitude : la crise morale du pays.

Comme l'a dit le brigadier Rebord : « Déconstruire l'armée c'est déconstruire la suisse. » Aussi, la SSO s'engagera fortement dans le cadre du processus de consultation de DEVA qui débutera en mai 2013 pour se terminer durant l'été.

La SSO défendra sa ligne rouge : 100'000 hommes et 5 milliards. Mais sans l'engagement de chacun, notre action sera vaine. Alors engagez vous et faites savoir qu'une armée à 4,4 milliards est un modèle qui ne pourra pas atteindre ses buts.

La sécurité est un bien trop précieux pour le perdre. Notre politique de sécurité et à l'image de notre pays. Elle se trouve, maintenant, devant des choix fondamentaux et je vous suis reconnaissant de vous investir dans ce débat, et de jouer votre rôle si important, celui d'ambassadeur



d'une politique de sécurité crédible. Nous aurons besoin de chacun dans les combats à venir.

N'en déplaise à d'aucuns, engagez-vous, faites vous entendre.

Il est l'heure que les officiers de milice de ce pays, qui sont d'abord et avant tout des citoyens engagés, responsables, loyaux, se fassent entendre.

Merci à vous tous, vive la Société vaudoise des officiers, vive la société suisse des officiers, et vive la Suisse.

D. F.